

Les déterminants de la croissance économique égyptienne



Depuis 2016, la croissance du PIB égyptien est principalement tirée par l'investissement public dans les grands projets d'infrastructure et la consommation intérieure (essentiellement privée). Du côté sectoriel, bien qu'elle soit relativement diversifiée, l'économie égyptienne doit sa croissance à quelques secteurs caractérisés par une montée de gamme limitée (construction, commerce de gros, agriculture, etc.).

Une économie relativement diversifiée dont la croissance est tirée par la consommation intérieure et les grands projets d'infrastructures

La consommation privée comme principal moteur de la croissance

Du côté de la demande, la consommation privée est historiquement le principal moteur de la croissance égyptienne. Elle représente en moyenne 82 % de la formation du PIB depuis 2015, soutenue notamment par le dynamisme des transferts de la diaspora égyptienne (+87 % depuis 2016), la mise en place d'un salaire minimum dans le secteur privé (aligné sur le public) et la hausse des traitements dans la fonction publique (+77 %). Si la forte inflation enregistrée entre 2017/18 et 2018/19 (de 19,6 % en moyenne sur la période), a considérablement réduit le pouvoir d'achat des Egyptiens et pesée sur la consommation privée, la croissance est restée robuste grâce à la hausse des investissements et des exportations nettes.

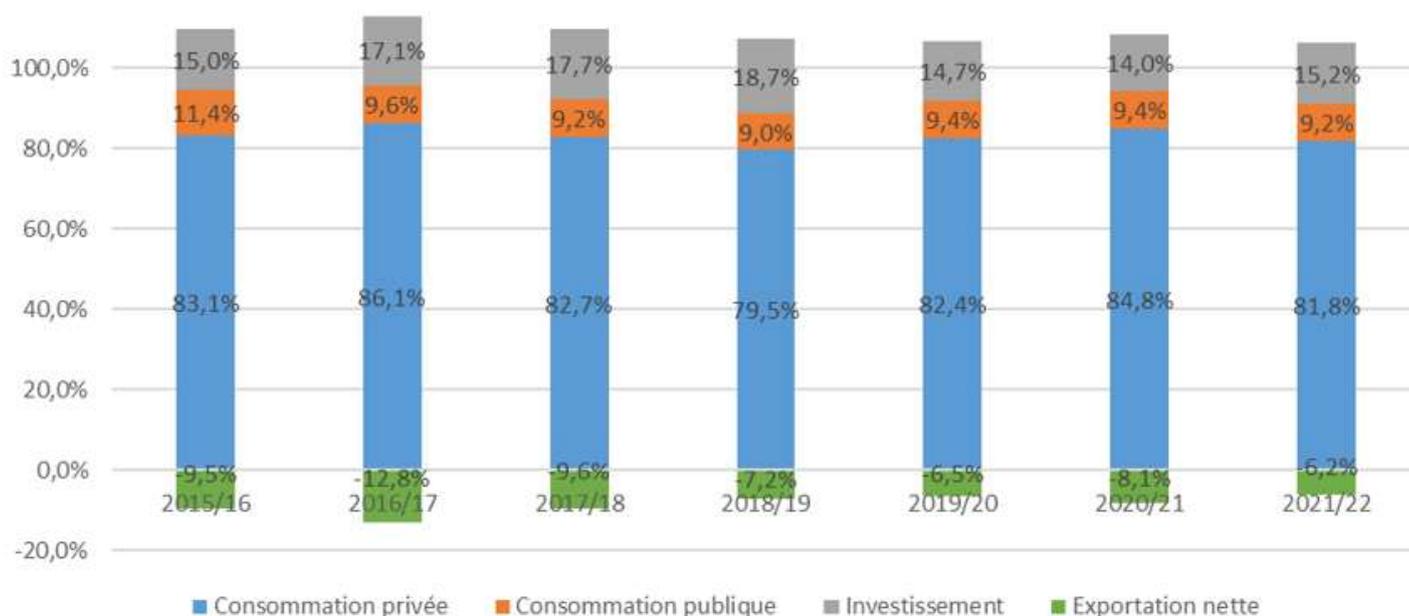
A partir de l'exercice 2019/20, la contribution de la consommation privée à la croissance s'affiche en nette hausse (soutenant ainsi la croissance durant la crise sanitaire liée à la pandémie Covid-19) avant qu'elle ne s'effondre de nouveau à partir du T2 2021/22 avec le retour des pressions inflationnistes accrues (contribution au PIB passant de 6 p.p. à 0 entre le T1 et le T4). **L'investissement (majoritairement public) et les exportations nettes sont ainsi venus prendre le relai de la consommation privée sur le dernier semestre 2021/22** contribuant respectivement à 2,7 p.p. et 1,9 p.p en g.a.

Une économie diversifiée dont la croissance est soutenue par la vitalité de quelques secteurs

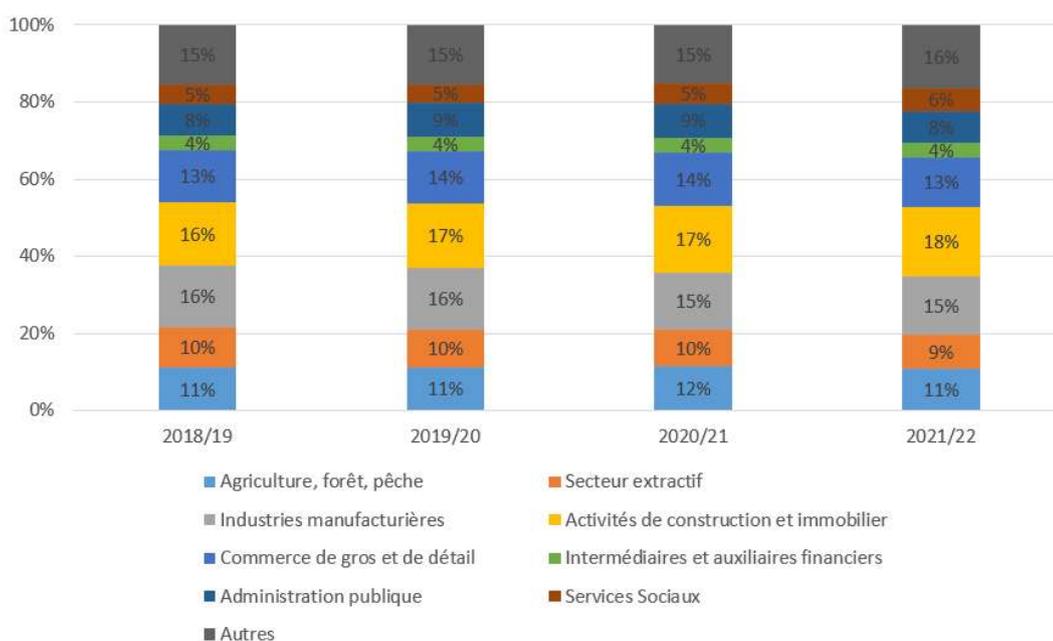
Du côté sectoriel, le PIB égyptien est relativement diversifié et structuré autour des secteurs de l'immobilier et de la construction (17,7 % en 2021/22), manufacturier (15,3 %, incluant le raffinage du pétrole), commerce de gros et de détail (13,1 %), agricole, forestier & pêche (10,8 %) et extractif (8,8 %). Entre 2016 et 2021, le secteur de l'immobilier et de la construction a été le principal moteur de la croissance contribuant de 3,6 p.p. à la croissance, suivi par le commerce de gros (2,3 p.p), l'agriculture (1,7 p.p), le secteur gazier (1,7 p.p) et le secteur de la communication (1,6 p.p).

Durant les deux dernières décennies, **le tissu économique et industriel égyptien s'est orienté vers des secteurs à forte intensité capitalistique** tels que les transports, la construction ou encore le commerce de gros. Le secteur de l'immobilier et de la construction, après avoir bénéficié pendant les années post-révolutions de la mise en œuvre de nombreux projets d'infrastructure publique, devrait ralentir en raison des contraintes budgétaires actuelles. **Le secteur public occupe une place prépondérante dans l'économie**, représentant environ 25 % de l'activité et 74 % des investissements. Enfin, si le **poids de l'économie informelle** reste difficile à évaluer, il représenterait environ 40 % du PIB et entre 30 et 60 % de l'emploi total.

Contribution à la formation du PIB réel au coût des facteurs (en % du PIB)



Contribution à la formation du PIB réel sous l'angle des dépenses (en % du PIB)



Sources : MPED, Calcul SE du Caire

Une croissance économique élevée mais insuffisamment inclusive

Une croissance économique robuste...

La croissance égyptienne est restée soutenue avec une hausse de 4,4 % par an en moyenne sur la période 2016-2022. Bien que la crise Covid ait affecté l'économie égyptienne, les conséquences ont pu être limitées en raison de restrictions nationales modérées et de la vigueur de la consommation privée, la croissance du PIB ayant atteint 3,6 % et 3,3 % respectivement au cours des exercices 2019/20 et 2020/21. La croissance s'est ensuite accélérée sur l'exercice 2021/22 à 6,6 %, le T1 et le T2 ayant enregistré une croissance record de respectivement 9,8 % et 8,3 % tirée par la consommation privée, les investissements et les exportations nettes en lien avec la reprise de l'activité économique. Le choc lié à la guerre en Ukraine a toutefois ralenti cette dynamique lors du T3 et du T4, la croissance s'élevant à respectivement 5,4 % et 3,3 % ; la dépréciation de l'EGP et l'inflation, qui ont augmenté les coûts de production, tout comme la baisse marquée des importations sur fond de tensions sur les liquidités en devises sont les principaux facteurs explicatifs.

Selon les données de la Banque centrale, la croissance s'élèverait à 4,4 % au T1 2022/23 en g.a. en raison de la vigueur des secteurs du tourisme, de l'agriculture, du commerce, cela malgré une conjoncture économique mondiale défavorable. Le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB sur l'exercice en cours à 4 % début février. Ce ralentissement anticipé de la croissance est notamment justifié par un ralentissement de la consommation et la contraction constatée des échanges sur le T4 2021/22.

... mais insuffisante pour absorber une population active qui ne cesse d'augmenter

Malgré la robustesse de la croissance sur ces dernières années, la capacité à créer des emplois de qualité reste très limitée. Les moteurs de la croissance (construction, agriculture, commerce de gros etc.) sont, par essence, peu créateurs d'emplois (ou offrent des emplois temporaires) et sont caractérisés par des capacités d'exportation et de montée en gamme limitée. **Le secteur manufacturier, source d'emplois pérenne, affiche des performances insuffisantes et inférieures à son potentiel** (contribuant seulement à 0,5 p.p à la croissance entre 2016 et 2021). L'indice PMI, qui mesure les performances du secteur manufacturier

(hors-hydrocarbures), demeure depuis trois ans maintenant sous la barre des 50 qui sépare l'expansion de la contraction. Par ailleurs, avec **un taux de croissance démographique élevé, l'évolution du PIB par habitant reste limitée** à 1,9 % entre 2004 et 2018, soit à un niveau bien inférieur à la moyenne de la croissance économique sur la période (4,5 %) et à la moyenne des pays à revenu intermédiaire de 4,6 % (3 % pour la Turquie et 2,9 % pour le Maroc) reflétant ainsi la difficulté à maintenir une croissance soutenable.

Mohamed Amin BOUMAHDI

Attaché économique

mohamed.boumahdi@dgtresor.gouv.fr